



Charles Richard Mondjo prononçant son discours/Adiac

FORCE PUBLIQUE

La hiérarchie insiste sur la cohésion

Les Forces armées congolaises (FAC) et la gendarmerie nationale ont célébré hier dans la capitale le 64e anniversaire de leur création. Dans une déclaration relative à l'événement, le ministre de la Défense nationale, Charles Richard

Mondjo, a exhorté les militaires, les gendarmes et les policiers à la cohésion dans le respect des valeurs qu'incarne la force publique, à savoir la discipline, le professionnalisme et le patriotisme.

Page 7

ELECTION À L'UNESCO

La Mauritanie disposée à soutenir le candidat du Congo

Reçue en audience le 20 juin à Brazzaville par le président Denis Sassou N'Guesso, la ministre mauritanienne Coumba Bâ a indiqué à la presse que son pays était disposé à soutenir le candidat de la République du Congo au poste de directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco).

Page 16

La ministre mauritanienne Coumba Bâ



POINTE-NOIRE

Les agents des hôpitaux généraux en grève

L'intersyndicale des agents de santé de la ville océane a annoncé dans une déclaration la grève au sein des hôpitaux généraux de Loandjili, Adolphe-Sice et de Ngoyo en raison de la non-prise en compte de leurs revendications parmi lesquelles le non-paiement de trois mois d'impayés de 2024 et l'absence d'une commission de suivi et d'évaluation de la situation des arriérés de salaires antérieurs.

Éditorial

Filtres manquants

Page 2

ASSAINISSEMENT

Une société turque s'engage à Brazzaville et Pointe-Noire

Les équipes techniques de la compagnie turque Albayrak Waste management company ont commencé à assainir des quartiers des deux plus grandes villes du Congo, huit semaines après la signature avec le gouvernement congolais d'un contrat de délégation de service public pour la collecte des déchets solides et la gestion des services de propreté.

Page 6



Une vue des engins de la société turque Albayrak/DR

ÉDITORIAL

Filtres manquants

Revenons à ce cauchemar vécu par nos candidats au CEPE (Certificat d'études primaires élémentaires), session du 5 juin dernier. À propos notamment de la dictée qui leur était proposée. Truffé de fautes, ce texte a été partagé sur les réseaux sociaux suscitant la réprobation.

Le moins que l'on puisse dire est que les équipes chargées de la rédaction des sujets de cet examen d'Etat ont brillé par un relâchement inadmissible. Comment comprendre que des techniciens dont c'est le travail depuis toujours n'aient pas pris le temps de relire la copie finale de la dictée, ignorant les filtres nécessaires susceptibles de prévenir un aussi malencontreux dysfonctionnement ?

La tutelle ayant annoncé l'ouverture d'une enquête pour établir les responsabilités, il importe de s'interroger sur la façon dont les candidats seront évalués sur cette épreuve faussée d'avance. Il est probable qu'en fonction des aptitudes des uns et des autres, les jeunes enfants du primaire, les 10-12 ans dans leur écrasante majorité, n'auront pas tous détecté ces déroutantes et préjudiciables lacunes.

Le mal étant fait, l'administration scolaire concernée devra dorénavant mieux encadrer l'organisation des examens scolaires. Après le CEPE le 5 juin, le baccalauréat général du 15 au 18 juin dernier, le tour reviendra à partir du 15 au 18 juillet aux épreuves du brevet d'études du premier cycle. Prions que cette fois toutes les précautions seront prises pour ne pas répéter l'inédit.

Les Dépêches de Brazzaville

SOCIÉTÉ CIVILE

L'OCDH renforce le réseautage des associations

Une cinquantaine de membres d'associations venue de plusieurs localités dont celles du département de la Likouala renforcent leurs capacités à Brazzaville sur diverses thématiques, notamment le réseautage en milieu associatif.



Atelier de renforcement des capacités des organisations de la société civile/Adiac

L'atelier de renforcement des capacités des organisations de la société civile, organisé par l'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH), s'est ouvert dans la matinée du 21 juin. « *Le réseautage et le plaidoyer font partie des thématiques qui nous sont très familières mais parfois nous ne comprenons pas leurs contenus. Il est donc nécessaire d'éclairer la lanterne des uns et des autres* », a expliqué la directrice exécutive de l'OCDH, Nina Cynthia Kiyindou Yombo, dans son mot de circonstance.

Au cours de cet atelier, il est également question d'échanger sur les problèmes que les associations qui y prennent part rencontrent dans leurs localités respectives. Ce qui permettra de poser le diagnostic et développer les stratégies

palliatives par une réflexion sur les besoins spécifiques. La dynamisation de l'engagement des acteurs de la société civile et l'assimilation de l'approche réseautage allongent la liste des objectifs visés. LONG française "Agir ensemble pour les droits" est représentée à cet atelier. Léana Brielles qui en est la chargée de projet a présenté cette ONG à l'ensemble des participants : Vision, champs d'action, mécanisme de partenariat. « *Nous appuyons les structures locales dans la mise en œuvre de leurs projets* », a-t-elle fait savoir. C'est dans une série de questions-réponses que les échanges vont ponctuer cet atelier pour éclairer la lanterne des participants sur des thématiques qui visent à renforcer leurs capacités.

Rominique Makaya

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

GOUVERNANCE FONCIÈRE

La FAO appuie la gestion des terres coutumières dans le district de Makoua

Financé par la FAO, le Projet d'appui technique pour une gouvernance responsable des régimes fonciers, la gestion des terres coutumières et le développement local dans le district de Makoua, dans le département de la Cuvette, a été lancé le 20 juin à Brazzaville.

Le projet comprend quatre axes dont le renforcement des capacités des parties prenantes sur les directives volontaires du régime foncier et le cadre des dites directives pour les politiques foncières en Afrique ; la réalisation d'un diagnostic sur la situation foncière avec une détermination particulière portée sur le régime juridique spécial des terres familiales des populations non autochtones en milieu non foncier. Il s'agit aussi de définir un modèle de gestion durable de mise en valeur des terres coutumières en fonction de l'approche qui sera développée dans le district de Makoua ; contribuer à la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre d'un projet de valorisation des terres familiales et le développement local dans cette sous-préfecture.

D'un budget de 225 mille dollars, soit environ 130 millions FCFA, l'appui de la FAO à travers ce projet vise à contribuer à l'amélioration de la gouvernance foncière en République du Congo. Le représentant de la FAO au Congo, Dadémonao Pissang Tchanga, a réitéré le souhait de cette institution de toujours accorder son appui au gouvernement congolais et aux acteurs du développement rural et local pour la capitalisation des acquis de ce projet en vue de leur vulgarisation dans d'autres parties du pays. « Nous



Les participants/Adiac

mettons tout en œuvre dans l'exécution de ce projet pour impliquer les partenaires au développement de la République du Congo concernés par la problématique de la gouvernance foncière pour un développement local amélioré et équilibré », a-t-il rassuré.

En effet, en dépit de nombreuses avancées enregistrées en matière de réformes foncières en République du Congo, notamment le cadre juridique qui crée des opportunités réelles pour la sécurisation de l'accès aux terres coutumières, d'énormes défis restent encore à relever. Il s'agit, entre autres, de la bonne gouvernance foncière et de la mise en valeur durable des terres coutumières, d'autant plus que l'intégration

des régimes fonciers modernes et coutumiers au niveau des politiques et des législations foncières est un processus long et complexe.

Faire de la gouvernance foncière de Makoua un exemple de développement communautaire Initiatrice du projet, l'Association de la famille terrienne Oyosso (AFTO), s'est félicité de l'accompagnement de la FAO et de la disponibilité du gouvernement au regard de l'enjeu de ces problématiques et leur importance pour le développement socioéconomique du pays. « Ce projet permettra de créer un environnement favorable pour la mise en œuvre du modèle de développement mis au point par l'AFTO. Nous sommes très sensibles à

l'intérêt que vous portez à ce projet, et cela nous honore et nous oblige surtout à donner le meilleur de nous-mêmes afin de réussir son implémentation. En effet, beaucoup de familles disposent des terres coutumières au Congo et c'est une opportunité pour le ministère de capitaliser sur les acquis de ce projet afin d'asseoir une dynamique de développement local à la base », a souhaité le secrétaire général de cette association Jean Roger Osseté.

Le directeur de cabinet du ministre de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien local, Antoine Mapangui, a rappelé que ce projet s'inscrit dans la droite ligne des orientations stratégiques

définies par le président de la République, en matière d'aménagement du territoire, de valorisation des ressources locales, et de développement inclusif et harmonieux des territoires. « En tant que département ministériel chargé du développement local, nous nous réjouissons de la mise en œuvre de ce projet, qui est le fruit d'un partenariat structurant entre notre ministère, la FAO et les communautés locales à travers l'AFTO. Ce projet répond à un double impératif : d'une part, renforcer la gouvernance foncière locale et sécuriser les droits coutumiers ; résilience des populations et l'amélioration du cadre de vie », a-t-il rappelé, précisant que l'ambition est de faire de la gouvernance foncière de Makoua un exemple de développement communautaire fondé sur une gestion responsable, équitable et durable des terres. S'exprimant au nom du ministre de tutelle, Juste Désiré Mondelé, il a annoncé que le ministère chargé du Développement local travaille à l'élaboration de politiques structurantes, en concertation avec les partenaires au développement et les acteurs nationaux. Le but étant de doter le pays d'un cadre cohérent et opérationnel pour la promotion du développement local.

Parfait Wilfried Douniama

LE FAIT DU JOUR

Côte d'Ivoire : ces deux grands-là !

Dans quatre mois se tiendra l'élection d'un nouveau président de la République en Côte d'Ivoire. L'échéance arrive à pas de géant, avec le défi que pose depuis quelque temps la publication de la liste officielle des candidats autorisés à y prendre part qui fait l'objet de tant de controverses dans les rangs de l'opposition.

Il y a près de vingt ans, du fait de l'instabilité institutionnelle qui suivit la disparition, en 1993, du père de l'indépendance, Félix Houphouët Boigny, la scène ivoirienne révéla cinq protagonistes : Laurent Gbagbo, président en poste; Henri Konan Bédié, son prédécesseur; Alassane Ouattara, ancien Premier ministre; Charles Konan Banny, tenant du poste; et Guillaume Soro, ex-chef rebelle devenu entretemps « incontournable ». La presse abidjanaise les appelait prosaïquement les « 5 grands », en raison de la place qu'ils occupaient, en bien ou en mal, dans

les cœurs de leurs compatriotes.

Depuis, beaucoup d'eau a coulé sous le pont. La Côte d'Ivoire a traversé des moments violents et a entrepris, comme elle l'a pu, d'arpenter le chemin de la réconciliation nationale. En particulier après le retour du centre de détention de la Cour pénale internationale de la Haye, en juin 2021, de l'ancien président de la République, Laurent Gbagbo, et de son compagnon d'infortune, Charles Blé Goudé ; Simone Gbagbo, l'ancienne Première dame restée au pays, ayant elle aussi recouvré sa liberté.

Justement Laurent Gbagbo. Depuis l'annonce de sa radiation de la liste des candidats au prochain scrutin présidentiel, l'homme n'est pas resté inactif. Il mobilise sa base et s'exprime. Du fameux « quinté » de la décennie de calme précaire en Côte d'Ivoire (Les années 2000) seuls deux prétendants se font face sur le terrain, lui et le président Ouattara. Guillaume Soro est retenu en exil,

Konan Bédié et Konan Banny ayant depuis quitté la terre des hommes.

Même si sa candidature est invalidée par la Commission électorale, le président du Parti des peuples africains- Côte d'Ivoire n'entend pas laisser son rival de toujours, Alassane Ouattara, briguer un nouveau mandat, un de trop déclare-t-il, parce que « non prévu » par la Constitution du pays. En tout et pour tout, Laurent Gbagbo veut aller aussi loin que possible pour obtenir sa « réhabilitation » comme candidat de son mouvement, ou alors empêcher que l'élection se tienne.

Cette dynamique « contestataire » pourrait en appeler d'autres en faveur ou contre ce projet, les fidèles du président sortant se disant, pour leur part, prêts à parer à toutes les éventualités, assurés de ce qu'en octobre prochain, le président Ouattara portera bel et bien les couleurs de leur coalition Rassemblement pour la démocratie et la république-

Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix. Le Parti démocratique de Côte d'Ivoire dont le leader, Tidjane Thiam, a lui également été radié de la liste des présidentiables contient à peine sa frustration. De son exil, le président de Générations et peuples solidaires, Guillaume Soro, n'en démord pas.

Où mènera la rivalité déclarée entre les présidents Alassane Ouattara et Laurent Gbagbo ? On est en droit de se poser la question sachant que ces deux hommes qui se connaissent bien ont de la témérité dans l'âme et l'ont expérimenté par le passé. Au détriment, soit dit en passant, de l'unité de la Côte d'Ivoire quand on pense au bilan humain des violences consubstantielles au raidissement de leurs prises de position au lendemain de la présidentielle de 2010. Se ressaisiront-ils, ces deux « Grands », avant la date butoir de l'élection ? Il faut l'espérer !

Gankama N'Siah

STATISTIQUE

Le Congo se prépare pour une troisième enquête démographique et de santé

Les agents de l'Institut national de la statistique (INS) seront déployés, à partir du mois d'août prochain, dans les quinze départements du pays pour collecter des données de santé. Cette collecte portera sur divers indicateurs tels que la fréquentation des hôpitaux, les pratiques contraceptives, le taux de prévalence du VIH/sida et la nutrition.

L'Enquête démographique et de santé du Congo (EDSC) cible principalement les femmes âgées de 15 à 49 ans, les enfants de moins de 5 ans, ainsi que les hommes de 15 à 64 ans. Une première session ordinaire du Comité de pilotage de l'EDSC, tenue le 20 juin à Brazzaville, a permis de faire le point sur les préparatifs. L'équipe technique permanente mise en place par le gouvernement a déjà achevé toutes les phases préparatoires de l'opération, incluant la conception des documents techniques, le test des méthodologies et des outils, ainsi que le tirage de l'échantillon des ménages qui participeront à l'enquête. La cartographie censitaire est également en cours de réalisation sur le terrain.

Il s'agit de la troisième enquête du genre au Congo, après celles de 2005 et de 2011-2012. Le directeur général de l'INS, Stève Bertrand Mboko Ibara, a souligné la particularité de cette EDSC qui combine les modules standards d'enquête démographique et de santé avec un volet consacré au VIH/sida. Il a précisé qu'il sera

procédé à des tests sanguins auprès de la population pour examiner le taux de prévalence du VIH/sida et du paludisme dans le pays. « L'équipe technique permanente a obtenu l'aval du Comité national d'éthique de la recherche en sciences de santé pour procéder aux tests de sang afin d'examiner le taux de prévalence du VIH/sida et du paludisme dans notre pays », a-t-il précisé, ajoutant que le rapport de cette session du Comité de pilotage sera soumis au gouvernement pour autorisation de l'opération.

Réunir ce Comité de pilotage constitue une étape décisive selon l'INS pour valider les outils et méthodologies déjà testés par l'équipe technique. Cette rencontre permet également d'informer les autorités concernées et les partenaires sur l'état d'avancement du processus, afin de faciliter la prise en charge financière. D'après le directeur de cabinet du ministre de l'Economie, du Plan et de l'Intégration régionale, Sylvain Lekaka, l'objectif final est de produire des données fiables sur les caractéristiques et l'état de



Les membres du Comité lors des travaux Adiac

santé de la population, d'orienter les programmes de lutte contre le paludisme et le VIH/sida, et de contribuer à la mise en œuvre du Plan national de développement 2022-2026 ainsi qu'aux objectifs de développement durable.

Pour assurer la fiabilité de l'opération, un tirage probabiliste a été réalisé afin de garantir la représentativité des résultats de l'enquête. Compte tenu du budget jugé élevé, l'équipe technique a choisi d'adopter la méthode

d'enquête par sondage, tout en mettant en place des mesures de précaution pour veiller à ce que les résultats soient statistiquement représentatifs de la réalité du pays.

Fiacre Kombo

FORMATION QUALIFIANTE

Les bénéficiaires du PSIPJ déjà en action

Une équipe du Projet de protection sociale et d'inclusion productive des jeunes (PSIPJ) a effectué, le 20 juin, au Centre d'éducation, de formation et d'apprentissage (Cefa) de Brazzaville, une mission d'inspection pour se rendre compte de l'effectivité de la formation des jeunes congolais qui ont bénéficié des services du projet.

Près de deux cents jeunes sont en formation dans divers métiers au Cefa des métiers de bois de Brazzaville grâce à l'accompagnement et l'appui du PSIPJ. En présence du chef du centre, Gaspard Openda, les délégués du projet qui étaient accompagnés des médias ont visité les différents ateliers et espaces de formation.

Selon Gaspard Openda, tout se passe bien et les apprenants sont plongés dans une formation qui combine la théorie et la pratique. Pour lui, le Cefa qui est sous tutelle du ministère de l'Enseignement technique qui offre des formations dans plusieurs secteurs et garantit le suivi post formation. Les encadreurs saluent le dynamisme et l'engouement de leurs élèves, la formation dans plusieurs domaines selon le choix des bénéficiaires. Ils sont repartis, entre autres, entre la maçonnerie, la menuiserie, la plomberie, la soudure, l'électricité et bien d'autres. « Je suis actuellement avec mes collègues en train de faire un travail pratique. L'encadreur nous a demandé de réaliser une fondation qui servira de soubassement d'un bâtiment. En tout nous sommes



suivis du début jusqu'à la fin des exercices. Merci beaucoup au projet et à toutes les parties prenantes. Après cette formation, je serai autonome et je serai apte de former également les jeunes et de réaliser des travaux grâce à mon entreprise », a indiqué Aristide Ngoma, un apprenant.

Ce projet considère l'apprentissage comme la clé de l'insertion

des jeunes vulnérables. Le PSIPJ est placé sous tutelle du ministère des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire. Il est financé par la Banque mondiale et vise à renforcer l'impact du projet Lisungi de réponse d'urgence à la covid en étendant les interventions vers les jeunes en situation de vulnérabilité en vue d'accroître leur résilience. Le

PSIPJ est exécuté dans quatre localités du pays, à savoir Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie et Ouessou. Il comprend plusieurs composants dont l'expansion du projet Lisungi, le renforcement du système de protection sociale et la gestion-suivi-évaluation du projet. Il a atteint actuellement son composant 6 qui vise l'inclusion productive des jeunes vul-

nérables âgés de 18 à 35 ans. Ce dernier est mis en œuvre dans les villes et favorise l'auto emploi ainsi que l'apprentissage de métiers chez les jeunes bénéficiaires.

Le spécialiste inclusion productive des jeunes du PSIPJ, Destaing Andongui, a expliqué que ces jeunes congolais qui sont issus des milieux démunis sont pris en charge. Au total, le projet ambitionne de former 40 000 jeunes à l'entrepreneuriat, dans la sous-composante 6-1 tandis que la deuxième sous-composante est axée sur l'apprentissage pratique d'un métier auprès de centres agréés ou de maîtres artisans et prévoit la formation de 5 000 jeunes dans les secteurs variés et adaptés aux besoins du marché local.

Destaing Andongui, par la suite, a expliqué que dans le souci de favoriser la régularité et la persévérance des apprenants, le PSIPJ met à disposition des primes de transport et de nutrition. Une subvention pour amorcer l'insertion professionnelle est également prévue.

Rude Ngoma

VIE ASSOCIATIVE

L'Apeec demande de lutter contre le phénomène LGBT

L'Association des parents d'élèves et étudiants du Congo (Apeec) a sollicité, le 19 juin, à Brazzaville aux deux chambres du Parlement d'arrêter le mouvement lesbien, gay, bisexuel et transgenre (LGBT) qui n'honore pas les mœurs sociétales congolaises. Elle l'a fait savoir dans sa déclaration lue par le secrétaire général, Benjamin Kimona.

La doléance a été formulée lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue du 18 au 19 juin à Brazzaville. Deux points ont été examinés : les cas de viol, de harcèlement, d'abus sexuel et de sodomisation commis par des enseignants pervers et la situation dramatique relative aux cas d'escroqueries dans les établissements privés de l'enseignement et des centres d'encadrement pirates lors des inscriptions aux examens d'Etat.

La déclaration stipule que l'Apeec s'est référée à plusieurs textes, notamment relatifs aux droits et à la protection de l'enfant pour dénoncer le cas abominable du Complexe scolaire Jeanne-d'Arc de Massengo Soprogé où Anide Orens Mbatchi, professeur de sciences de la vie et de la terre, a abusé d'un garçon, élève de la classe de 6e âgé de 15 ans en le sodomisant à plusieurs reprises. A l'examen de ce point, l'Apeec exige la traduction devant les tribunaux de ce professeur qui a traumatisé un enfant qui doit être protégé.

Ainsi, l'association a demandé au ministère des Affaires sociales la prise en charge psycho-clinique de l'élève. « Préoccupée par ces actes d'incivisme graves



frisant la barbarie posée par certains enseignants sous prétexte fallacieux, l'Apeec demande au gouvernement de prendre toutes les dispositions idoines afin d'éradiquer ce phénomène qui tend à devenir un cancer social », indique la

déclaration.

Le président national de l'Apeec, Christian Grégoire Epouma, pour sa part, a indiqué que ce genre d'acte accompli par Anide Orens Mbatchi doit être sanctionné et conduire à sa radiation de l'effectif des enseignants pour arrêter

L'Apeec rendant publique sa déclaration/DR les pédophiles tapis dans l'ombre. « Le premier parent d'élève du Congo, le président de la République, doit sanctionner aussi dans le système éducatif pour empêcher l'évolution de cette mauvaise pratique », a-t-il dit. En ce qui concerne les cas d'es-

croquerie dans les établissements privés d'enseignement et des centres d'encadrement pirates lors des inscriptions aux examens d'Etat, l'association demande que les sanctions sévères soient prises contre les promoteurs véreux, conformément à l'arrêté du 26 mai 2017 fixant les modalités de répression de la fraude en son article 8, qui exige des poursuites pénales à titre individuel ou collectif devant les tribunaux en application de la loi. Le ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation doit mettre en application le décret portant réglementation de l'exercice privé de l'enseignement ou la réactualisation des textes liés à l'attribution d'agrèments des établissements privés. L'association recommande que soit diligentée la prise du décret réglementant la gestion financière des établissements privés en se référant au comité de gestion. A la direction des examens et concours, l'Apeec propose que le paiement des frais d'inscription aux examens d'Etat dans le privé soit effectué et contrôlé à l'instar du sous-secteur public de l'enseignement.

Lydie Gisèle Oko

JUSTICE

Le Reiper sensibilise à la promotion des droits de l'enfant

Le Réseau des intervenants sur le phénomène des enfants en rupture (Reiper) a lancé une série d'activités culturelles, des ateliers de sensibilisation et de témoignage, le 20 et 21 juin à Brazzaville, dans le cadre de la célébration en différé de la Journée internationale de l'enfant africain.

Le Reiper n'est pas resté en marge de la célébration de la Journée internationale de l'enfant africain. Une table ronde a eu lieu, réunissant différents acteurs qui œuvrent à la promotion, la protection des droits et du bien-être des enfants.

Lors de la première journée, les échanges ont essentiellement porté sur le droit à la protection des enfants en situation de rue. « C'est une journée d'action permettant de renforcer les interventions des acteurs pour la protection des droits des enfants », a fait savoir Grâce Estia Otilibili Ganzilav, coordonnatrice du projet Arcade au sein du Reiper. Elle a fait allusion à cette journée internationale célébrée cette année sur le thème « Le droit à la



Les membres du Reiper et les partenaires/Adiac

protection pour les enfants en situation de rue ».

Le représentant du tribunal pour enfants, Yannick Obat Then, a abondé dans le même sens en mettant en lumière les instruments juridiques

nationaux et internationaux qui garantissent les droits de l'enfant.

Pour sa part, le président départemental du Parlement des enfants, Charly Christ Babin Mbemba, a appelé à une forte

représentation des enfants dans le processus de prise de décision à leur endroit. « *Que mes frères et sœurs en situation de rue soient en sécurité et jouissent de leurs droits comme d'autres enfants* »,

a-t-il souhaité.

La journée du 21 juin sera ponctuée, entre autres, des activités culturelles dans le cadre de la sensibilisation menée par Reiper.

Rominique Makaya

ASSAINISSEMENT

La société Albayrak déploie ses services à Brazzaville

Deux mois après la signature d'un contrat de délégation de service public avec le gouvernement congolais pour la collecte des déchets solides et la gestion des services de propreté à Brazzaville et Pointe-Noire, la société turque Albayrak Waste management company a commencé à déployer, depuis le 19 juin, ses équipes sur le terrain dans la capitale congolaise.

Les employés d'Albayrak ont été aperçus au rond-point du 5 juin 1997, à Mpila, notamment à la place « Plus jamais ça » ; sur l'avenue Pointe hollandaise ; dans des artères de Poto-Poto et le long de l'avenue Amical-Cabral. Ils étaient aussi à pied d'œuvre le premier jour sur le boulevard Denis-Sassou-N'Gesso, aux abords du ministère des Finances. Balais et pelles en mains, ces ouvriers sont visiblement déterminés à redorer l'image de la capitale congolaise, jadis « Brazza la verte ».

Bien encore timide, le déploiement des effectifs de la société turque Albayrak Waste management company s'inscrit dans la nouvelle approche gouvernementale, ayant pour base l'accord signé le 23 avril dernier. En effet, cette société de droit congolais va assurer, pendant cinq ans, l'entretien des villes de Brazzaville et de Pointe-Noire. A la différence avec la société Averda qui était liée au Congo par un forfait mensuel d'une trentaine de milliards

francs CFA, le contrat avec Albayrak est axé sur le tonnage. A Brazzaville, cette société devra travailler quotidiennement sur 1000 tonnes de déchets et à Pointe-Noire 500 tonnes.

Un modèle aussi réaliste qu'avantageux dont la mise en œuvre devrait renforcer la salubrité dans les deux villes, selon l'exécutif. « Nous étions au coût forfaitaire avec Averda. Dans le contrat actuel, nous sommes plutôt sur le tonnage, à savoir que les estimations sur Brazzaville et Pointe-Noire sont de 1500 tonnes, soit 1000 tonnes à Brazzaville et 500 tonnes à Pointe-Noire. Ce qu'il faut encore prouver et valider à travers des points bascules », déclarait le ministre de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier, Juste Désiré Mondelé, à la signature de l'accord.

Le gouvernement, ayant décidé de tenir ses engagements dans l'exécution de ce contrat, en prenant des dispositions nécessaires dans la loi de finances 2025 en ce qui concerne les questions



Une vue des engins de la société turque Albayrak/DR

d'assainissement, compte sur l'efficacité et les performances d'Albayrak Waste management au regard de l'urgence. D'après la direction générale d'Albayrak, ce démarrage d'activités avec

quelques agents seulement est juste symbolique. Car l'activité prendra progressivement de l'ampleur à Brazzaville et s'étendra à Pointe-Noire. D'autres agents seront déployés au fur et

à mesure, d'autant plus que la société est en phase de remise avec la mairie de Brazzaville. Le but étant de récupérer le local et les engins laissés par Averda.

Parfait Wilfried Douniama

Lancement imminent des travaux de drainage de la rivière Tsiémé

Le directeur de l'Agence française de développement (AFD), Maurizio Cascioli, a réaffirmé le 19 juin au ministre de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier, Juste Désiré Mondelé, le lancement imminent des projets de drainage des eaux de la rivière Tsiémé, à Brazzaville, et de prévention des inondations au niveau du centre-ville de Pointe-Noire.

Selon le représentant national de l'AFD, après avoir informé la direction générale des Grands travaux, gestionnaire des financements, une entreprise est en cours de sélection par la partie congolaise. « Donc, nous espérons qu'au cours des prochaines semaines, nous allons commencer à voir des impacts sur le terrain. Nous avons aussi évoqué d'autres activités sur la sensibilisation de la population aux déchets. Nous avons enfin parlé des sujets de la Tsiémé, à Brazzaville. Nous savons que les gros orages de la semaine passée ont encore causé des dégâts très importants et aussi des dégâts humains. Donc, cette priorité de faire en sorte que l'assainissement soit au cœur des politiques urbaines est là, et nous sommes fiers de l'accompagner », a expliqué



La délégation de l'AFD/DR

Maurizio Cascioli. S'agissant de la rivière Tsiémé, le directeur de l'AFD a rappelé qu'il y a une grande opération de sensibilisation et de déplacement de la population impactée. Il s'est, par

ailleurs, réjoui du fait que le Congo se dote, pour la première fois, d'un plan d'action et de réinstallation, selon les standards internationaux. « Nous avons eu l'occasion de féliciter le ministre et la

République du Congo pour la bonne conduite de ces activités. La mission de notre siège qui était en cours a permis de rencontrer des bénéficiaires, des personnes qui étaient très contentes de

pouvoir être accompagnée », s'est-il réjoui.

L'AFD soutient, en partenariat avec l'Union européenne, les programmes de développement urbain des villes de Nkayi et d'Owando. « Nous avons parlé des travaux qui sont en cours de finalisation, mais également des autres activités qui étaient prévues pour avoir cette approche assez large, assez holistique de l'assainissement qui n'est pas seulement un ouvrage permettant de canaliser l'eau fluviale. Il s'agit aussi d'un élément pour pouvoir embellir les villes, donner à la population des lieux du mieux vivre, de mieux développer des activités économiques, gérer les déchets, éviter aussi l'encombrement de ces ouvrages », a rappelé Maurizio Cascioli.

P.W.D.

64^e ANNIVERSAIRE DES FAC**Les hommes en uniforme invités à tourner leurs regards vers les défis à venir**

Prenant appui ces dernières années sur l'accompagnement du gouvernement au développement de la force publique marqué par la transformation progressive dans tous les compartiments et les champs de compétence, le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a demandé au personnel civil et militaire de tourner résolument leurs regards vers les défis à venir.

Charles Richard Mondjo a souligné que les 64 ans écoulés ne sont pas un aboutissement, mais une base sur laquelle doivent se construire les grandes options du futur. « A ce titre, il sera particulièrement important de parvenir à l'intégration des forces par la mise en place des pôles communs de réflexion sur la doctrine, la mutualisation des ressources matérielles et humaines, en vue de favoriser l'essor d'un outil de défense et de sécurité tout aussi rationnel qu'efficace ; la réorganisation du maillage territorial à la suite de la nouvelle carte administrative des départements ; la maîtrise de l'environnement géopolitique et géostratégique pour mieux protéger l'intégrité territoriale et notre souveraineté, qui passe par une mise à jour des formations ; le renforcement de la participation de la force publique aux mécanismes régionaux et continentaux de paix et de sécurité ainsi que le renforcement du lien armée-Nation avec le soutien sanitaire aux populations et le désenclavement de l'arrière-pays », a-t-il fait comprendre.

Sur les missions dévolues aux forces armées qui exigent une éthique républicaine pertinente, le ministre de la Défense nationale a rappelé qu'au cours de l'année 2026, notre pays connaîtra un ren-



Charles Richard Mondjo prononçant son discours/Adiac

dez-vous majeur de sa vie démocratique. « Comme de coutume et dans la discipline, la force publique devra contribuer au déroulement de cette échéance dans la paix et la sérénité en assurant l'ordre public, la protection de tous, ainsi que la stabilité de nos institutions républicaines », a-t-il ajouté.

En réponse sur les défis sécuritaires qui exigent à la force publique une attention de

tous les instants, Charles Richard Mondjo lance un appel, une fois encore, à la cohésion de tous dans le respect strict des valeurs qui ont toujours fait la grandeur de la force publique, à savoir la discipline, le professionnalisme et le patriotisme. En plus, a-t-il réaffirmé, le gouvernement, pour sa part, comme il n'a cessé de le faire, continuera de soutenir le développement de la force publique, notamment, dans

l'amélioration de ses conditions de vie et de travail.

Ainsi, profitant de l'occasion, en ce jour de commémoration, Charles Richard Mondjo, au nom du gouvernement, a eu une pensée profonde pour les pionniers émérites de la construction de ces deux forces qui ont légué un héritage perpétuel aux générations suivantes, avec l'obligation de la sauvegarder à leur tour....

Dans ce même registre, prenant appui sur les orientations du président de la République, chef suprême des armées, données lors du réveillon d'armes du 31 décembre 2024, et se référant à l'état d'esprit qui devrait animer, de tout temps, la force publique sur le contrat de l'année fondée sur la souveraineté, la droiture et la discipline, ainsi, a-t-il conclu, ce 64^e anniversaire placé sur le thème « Force publique : servir avec honneur et dévouement, protéger et défendre avec rigueur », doit être à la fois un moment de fierté patriotique, de recueillement sur la mémoire collective et de célébration du vivre-ensemble.

Signalons que dans le cadre des festivités des soixante-quatre ans de création des Forces armées congolaises (FAC) et de la gendarmerie nationale, le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a déposé, le 21 juin, à Brazzaville une gerbe de fleurs à la stèle aux morts. Aux côtés du Haut commandement militaire des FAC et de la police, on a noté la présence du ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, de la ministre chargée de la Culture, Lydie Pongault, ainsi que du maire de l'arrondissement 2 Bacongo, Bernard Bantantou, du chef d'état-major général des FAC, le général de division, Guy Blanchard Okoi.

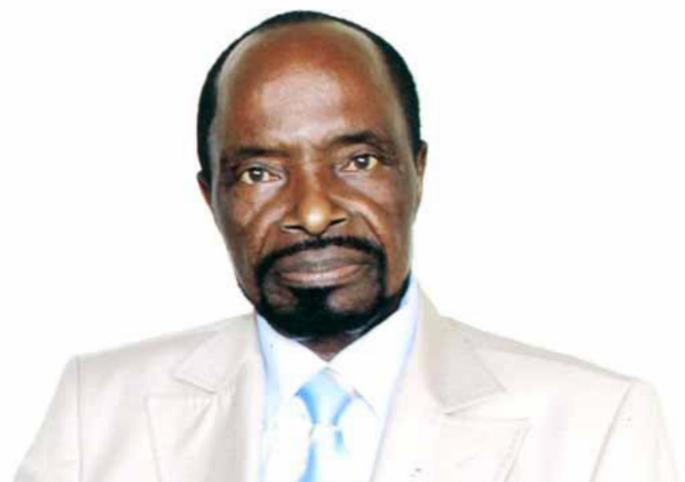
Guillaume Ondze

IN MEMORUIM

28^e anniversaire du rappel à Dieu du lieutenant-colonel Paul Gatsé.

Ce 23 juin 2025. Une pensée pieuse pour se brave officier des FAC et que son âme repose en paix, les familles Dimi Yandza et Ondaye Dola ainsi que les enfants, neveux, nièces et petits-fils nts ne t oublieront jamais.

Tu as été et tu resteras un modèle pour tous.

**NÉCROLOGIE**

Les familles Kimbouala, Hounounou (café Nono), Houla, Loupet ainsi que les enfants Manseka, les neveux et petits-fils ont la profonde douleur de vous faire part du décès de Cigale Félix Manseka, fonctionnaire de l'OMS à la retraite, survenu le 12 juin à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au domicile du défunt situé au n°53 rue Madingou à Moundali.

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.

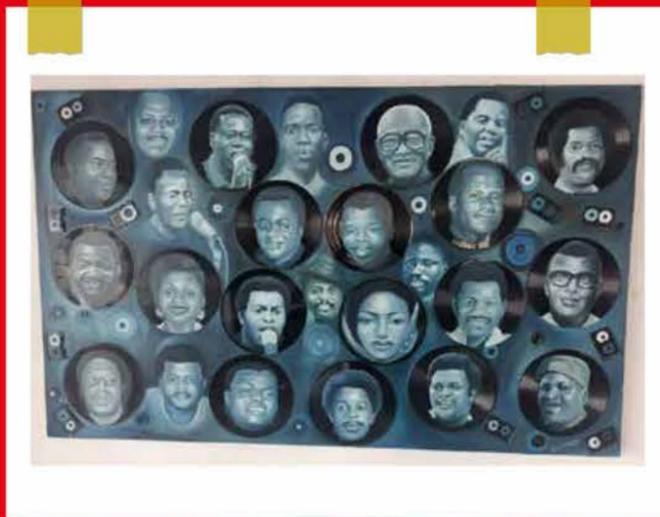


PRÉSENTE

LA RUMBA CONGOLAISE

PATRIMOINE IMMATÉRIEL ET CULTUREL DE L'HUMANITÉ

UNE EXPOSITION VENTE
des œuvres de l'artiste peintre
Bonide Miekoutima



Du 21 juin au
21 août 2025

Dans l'enceinte des
Dépêches

Contact :

+242 06 666 7065

+242 05 396 3535



Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo



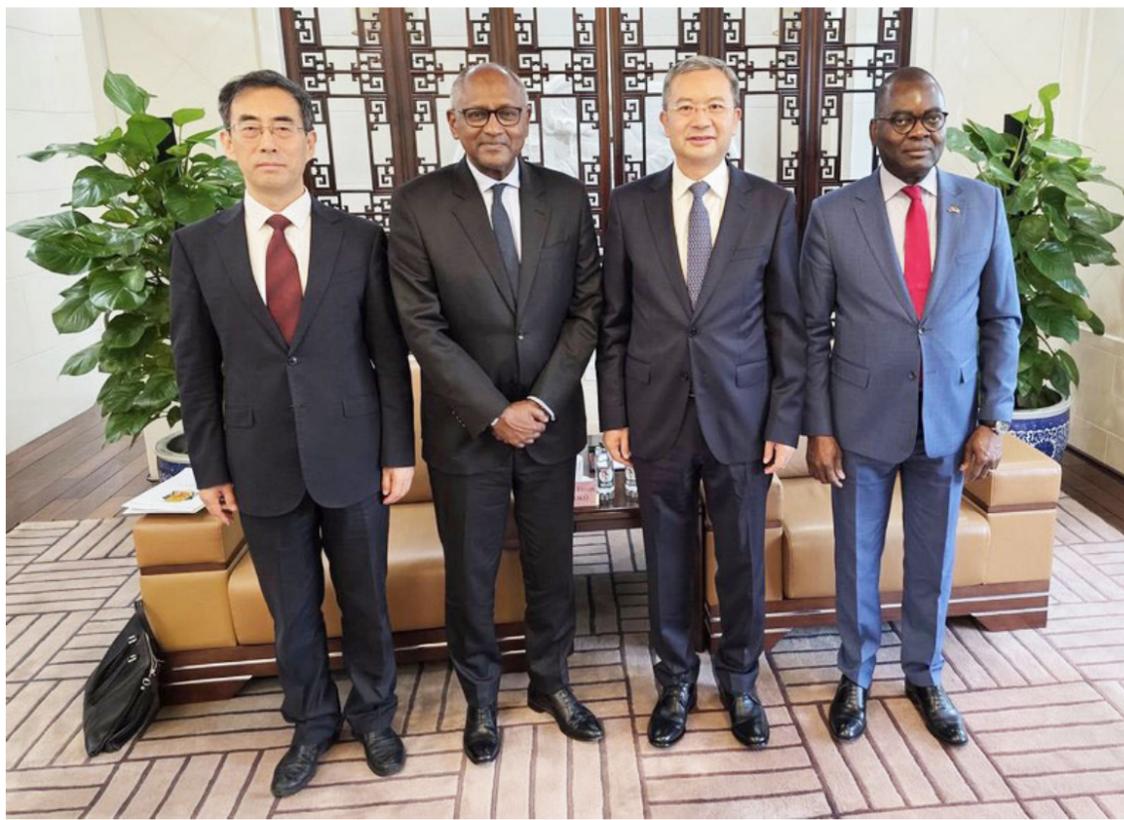
UNESCO-ECHOS DE CAMPAGNE

Firmin Edouard Matoko vient d'effectuer l'étape des pays de l'Asie

Firmin Edouard Matoko, candidat de la République du Congo au poste de directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), vient d'effectuer un premier périple de sa campagne électorale en Asie.

Pour sa première tournée en Asie (Jakarta, Beijing, New Delhi, Bangkok, Tokyo, Hanoi où il a été chaleureusement et cordialement accueilli par les autorités nationales chargées des délégations de l'Unesco, le candidat de la République du Congo vient de jouir non seulement d'un soutien remarquable, mais aussi d'un accompagnement efficace de la part des missions diplomatiques accréditées auprès des pays qu'il a pu visiter.

Il rapporte des échos de campagne où la préoccupation consistait d'écouter les uns les autres et partager les mêmes visions concernant l'avenir de l'Unesco ainsi que les acteurs de la société civile. Un passage en revue des priorités des programmes, politique, contrôle budgétaire, transparence



Firmin Edouard Matoko en campagne en Asie, juin 2025-DR

et confiance, efficacité et éthique. « Tous ces éléments font également partie de ma vision », a expliqué Fir-

min Edouard Matoko lors de son point de presse de campagne.

Après ce premier périple

asiatique, il a confié également avoir été renforcé par l'idée que l'Unesco doit maintenant entreprendre de nou-

velles étapes vers sa transformation, avec plus d'audace, en écoutant constamment les États membres et les aspirations des personnes qui croient en sa mission. « Je redécouvre une région que j'ai pratiquée au cours de mes différentes fonctions à l'Unesco et qui, dans son extrême diversité culturelle, est profondément ancrée dans les valeurs de notre organisation. Ensemble pour une Unesco plus forte, plus dynamique et inclusive », s'est-il réjoui. Quant à l'accompagnement de sa candidature par son pays, Firmin Edouard Matoko a tenu ce propos : « La République du Congo porte à merveille les valeurs de l'Unesco - paix, solidarité et dialogue au-delà de ses frontières ».

Marie Alfred Ngoma

ÉLECTION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'UNESCO

FIRMIN ÉDOUARD MATOKO

LE CHOIX DU CONGO, LE CHOIX DE L'EXPERIENCE

CONFERENCE EN LIGNE

Evènement organisé par le RAPEC-JMCA et conduit par Ayité John DOSSAVI
le 25 juin 2025 à 15h GMT

M. Matoko à la rencontre des chefs traditionnels

S.M Oba ADETUTU AFOUFA AKINMU Roi de Shagbé (Bénin)	S.M Mahamat BAHAR MAROUF Sultan de Logone-Birni (Cameroun)	S.M Nene LOMO IV ADA (Ghana)	S.M Mfumu DIFIMA NTINU Pdt de l'union des Autorités Traditionnelles d'Afrique UATA (RDC)
S.M Nana Adzoa AWINDOR OHEMAA Queen Mother (Ashanti-Ghana)	Cheick Bouali Abdallah Et Marzougui Doz Elghabi (Tunisie)	S.M Ness ESSOMBEY NDAMBWE, Hiko Oli XVI Roi de Sodiko (Cameroun)	Princesse Tekhaya Ntsetselelo Dlamini (Eswatini/MSWATI)

S.M Prince Zolani MKIVA
Secrétaire Général CONTRALEXA Xhosa Kingdom (Afrique du Sud)

infos: armelle.ngougni@jmca.org /+33754401201
Inscription: [ici](https://ici.fr)

ORDRE NATIONAL DES EXPERTS-COMPTABLES DU CONGO

EN PARTENARIAT AVEC

le cnam **intec**

UNIVERSITE MARIEN NGOUABI
INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION

VOUS OUVRE LA VOIE VERS L'EXPERTISE-COMPTABLE

RENTREE UNIVERSITAIRE 2025-2026

DEVENEZ EXPERT - COMPTABLE SANS VOUS EXPATRIER

Obtenez un diplôme de

Licence CCA

Master CCA

LES INSCRIPTIONS SONT DEJA OUVERTES !

à l'Institut Supérieur de Gestion (ISG) et au siège de l'ONEC-C

onec.congo@oneccongo.org

[05 669 32 64](tel:056693264)

[06 521 61 09](tel:065216109)

[06 518 35 54](tel:065183554)

2^{ème} étage Coray
Rue de la Musique Tambourinée

Avenue Maréchal Foch, avant le Contenaire, en face du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

ACCORD PRÉLIMINAIRE DE PAIX ENTRE LA RDC ET LE RWANDA

Une lueur d'espoir à Washington

Le 18 juin a marqué une avancée significative dans les relations tumultueuses entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda. Lors de pourparlers tenus dans la capitale américaine, des experts des deux pays ont paraphé un accord préliminaire de paix sous la médiation des États-Unis, en présence de représentants du Qatar, un acteur clé dans les efforts diplomatiques de la région.

Dans un communiqué conjoint, les gouvernements de Kinshasa, Kigali et Washington ont souligné l'importance de l'accord préliminaire pour favoriser un dialogue constructif. La secrétaire d'État adjointe américaine aux Affaires politiques, Allison Hooker, a déclaré que cet accord « jette les bases d'une paix durable, tout en respectant la souveraineté et l'intégrité de chaque nation ».

La signature officielle est attendue le 27 juin, lors d'une cérémonie impliquant les ministres des Affaires étrangères congolais et rwandais et le secrétaire d'État américain, Marco Rubio. Cet accord aborde plusieurs enjeux cruciaux tels que le respect de l'intégrité territoriale de chaque État et l'interdiction des hostilités. Il propose également un plan pour le désengagement, le désarmement et

l'intégration conditionnelle des groupes armés non étatiques qui alimentent l'instabilité dans l'Est de la RDC. À ce sujet, le chef de la diplomatie rwandaise a affirmé que « le désarmement des groupes armés est essentiel pour garantir la paix et permettre un retour à la normale dans nos communautés ». En outre, un mécanisme conjoint de coordination de la sécurité sera établi, incorporant les concepts d'opérations pour une réponse sécuritaire efficace.

Cet aspect a été souligné par un expert congolais présent aux pourparlers, qui a déclaré : « La sécurité régionale dépend de notre capacité à coordonner nos efforts et à nous engager ensemble contre les menaces communes ». L'accord offre aussi un cadre pour le retour des réfugiés et des personnes

déplacées internes, tout en garantissant l'accès humanitaire nécessaire à des millions de personnes dans le besoin. Le président congolais, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a insisté sur ce point, déclarant que « chaque Congolais déplacé mérite de retourner chez lui dans la dignité et la sécurité ».

Les efforts pour établir une intégration économique régionale sont également mis en avant, ce qui pourrait ouvrir la voie à des échanges commerciaux fructueux entre les deux nations. Le ministre des Finances rwandais a ajouté : « Une prospérité partagée est possible si nous travaillons main dans la main pour surmonter nos différends historiques ». La médiation des États-Unis et le rôle d'observateur du Qatar sont salués, ces pays ayant contribué à harmoniser les

efforts de paix. La déclaration commune souligne que « l'engagement international est crucial pour soutenir nos efforts locaux et garantir que notre région ne retombe pas dans le cycle de la violence ».

Cependant, l'instabilité persistante dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu reste une préoccupation majeure. Les conflits impliquant de multiples groupes rebelles continuent d'aggraver la crise humanitaire régionale. La RDC accuse régulièrement le Rwanda de soutenir certaines des milices actives dans la région, ce que Kigali dément. Le ministre de la Défense rwandais, le général Juvenal Marizamunda, a déclaré que « l'accusation de soutien aux groupes armés est infondée et nuit aux efforts de paix que nous cherchons à établir ». Les tentatives pré-

cedentes d'établir un cessez-le-feu solide, telles que celles conduites à Luanda en 2022 et 2024, ont échoué à susciter une paix durable. Cet accord préliminaire pourrait donc représenter une lueur d'espoir, mais les préoccupations persistent quant à la mise en œuvre efficace des engagements pris. Le président congolais a averti : « Pour que cet accord fonctionne, il faut plus que des promesses ; il faut des actions concrètes ».

À l'aube de cette signature d'accord, les regards se tournent vers Kinshasa et Kigali pour voir si cette fois-ci, un chemin vers une paix durable et une coopération régionale positive se dessine. L'avenir de l'Est de la RDC repose également sur un réengagement sincère de toutes les parties vers une solution pacifique et collaborative.

Noël Ndong

ÉDUCATION EN AFRIQUE

Le financement insuffisant risque de briser les rêves des générations entières

La question du financement de l'éducation en Afrique était un enjeu crucial de la Journée de l'enfant africain. Les gouvernements du continent semblent tout autant déterminés à promouvoir l'éducation publique que défailants dans l'atteinte des objectifs financiers qui leur sont assignés.

Selon Human Rights Watch (HRW), bien qu'un tiers des nations africaines ait atteint les dépenses recommandées pour l'éducation au cours de la dernière décennie, ce chiffre a chuté à seulement 25 % pour les années 2022 et 2023. Selon la directrice de la division Afrique à HRW, Carine Kaneza Nantuly, « Les chefs d'État et de gouvernement africains ont tous pris des engagements audacieux en faveur de l'investissement national dans l'éducation », relevant ainsi l'écart entre promesses et réalité. Ce constat souligne les défis persistants, alors que plus de 100 millions d'enfants restent non scolarisés en Afrique.

Un cadre éducatif fragile

Depuis 2015, les États membres de l'Unesco, dont 54 en Afrique, se sont engagés à affecter entre 4 et 6 % de leur produit national brut à l'éducation, ainsi qu'au moins 15 à

20 % de leurs budgets globaux. Cependant, la réalité est souvent bien différente. Seules quelques nations comme le Maroc, la Namibie et la Sierra Leone sont parvenues à garantir un accès gratuit à l'enseignement primaire et secondaire tout en respectant les exigences de financement de l'éducation. De nombreux gouvernements ont choisi d'imposer des mesures d'austérité qui restreignent encore davantage le financement éducatif. En conséquence, les enseignants souffrent de salaires stagnants, les fournitures scolaires se font rares et les salles de classe sont souvent surpeuplées. Selon des données de la Banque mondiale, « les familles continuent de porter comme un fardeau une énorme part du financement de l'éducation, assurant 27 % du total des dépenses dans ce domaine ». Ce plafond d'investissement met en lumière l'angoisse économique et sociale persistante

au sein des ménages africains.

Des engagements qui demeurent lettre morte

Les gouvernements africains se sont engagés à fournir un enseignement primaire de qualité gratuit et obligatoire ainsi qu'un cycle d'enseignement secondaire accessible d'ici à 2030. Toutefois, bon nombre d'entre eux continuent à imposer des frais de scolarité à divers niveaux, ce qui crée des inégalités insoutenables, notamment pour les familles à faibles revenus. Comme l'indique Mausi Segun, « les gouvernements ne concrétisent pas ces engagements sous forme de financements soutenus », témoignant d'un manque de sérieux dans le respect de leurs promesses. La situation se complexifie également avec la montée des crises climatiques et des conflits. Les enfants, en particulier les filles, subissent des violences et des exclusions dommageables qui renforcent l'écart d'accès à

l'éducation. En effet, à peine quatorze pays en Afrique assurent un accès gratuit à l'éducation, laissant la majorité des jeunes dans une précarité relative.

Le rôle crucial des partenaires internationaux

L'intensification de la crise éducative en Afrique appelle à un soutien international accru. Dans ce contexte, l'initiative de la Sierra Leone au Conseil des droits de l'homme des Nations unies pourrait représenter une lueur d'espoir. Comme l'explique Mausi Segun, « les gouvernements africains devraient honorer d'urgence leurs promesses de garantir un accès universel à une éducation de qualité et gratuite », un impératif qui pourrait transformer l'avenir d'innombrables enfants. Ce n'est qu'en collaborant avec les prêteurs de fonds internationaux que les pays africains pourront restructurer ou annuler certaines dettes, libérant ainsi des

ressources vitales pour l'éducation. En effet, il est alarmant de constater que « quinze pays consacrent davantage de ressources au service de leur dette qu'à l'éducation de leurs enfants », ce qui compromet gravement les droits des enfants.

Un appel à l'action

Les gouvernements africains se doivent de réaffirmer leur engagement envers une éducation de qualité pour tous. Ils doivent assurer un financement adéquat et durable, exempt de mesures régressives. Pour cela, un dialogue ouvert avec les partenaires internationaux est essentiel afin de garantir que les droits à l'éducation soient pleinement respectés. Les enfants africains méritent non seulement l'accès à une éducation de qualité, mais aussi à un avenir où leurs rêves et ambitions puissent se réaliser.

N.Nd.

GRATUITÉ DE LA MATERNITÉ

Une réunion d'harmonisation avec les établissements de santé

La gratuité de la maternité qui fait partie intégrante du paquet des interventions incluses dans la couverture santé universelle a fait l'objet, le 18 juin à Kinshasa, d'une évaluation au cours d'une réunion d'harmonisation avec les responsables des structures sanitaires publiques et privées qui offrent les soins de santé gratuits.

Depuis quelque temps, des divergences de compréhension et des défis opérationnels freinaient l'évolution harmonieuse du partenariat entre l'État et les structures de santé, dans le cadre de la mise en œuvre de la politique sanitaire essentielle. Dans le souci d'aplanir certaines zones d'ombre et d'aligner les différentes structures autour des objectifs communs, le ministre de la Santé publique, de l'Hygiène et de la Prévoyance sociale, le Dr Roger-Samuel Kamba, a échangé avec les responsables des structures de santé partenaires en vue d'arrêter des nouvelles orientations et stratégies pour la bonne marche de cette politique de santé publique.

Cette réunion saluée par les participants a été un véritable cadre d'échange et de diagnostic collectif. Elle a offert l'occasion à chaque établissement de présenter ses réalités, ses réussites mais surtout les difficultés rencontrées sur le terrain depuis le lancement du programme.



Le chef de l'Etat Félix Tshisekedi lançant la gratuité de la maternité DR

Le ministre de la Santé a prêté une oreille attentive à toutes les préoccupations, mettant l'accent

sur l'importance de bien cerner les faiblesses pour mieux orienter les solutions. Il a, par ailleurs, insisté

sur la nécessité d'un suivi régulier. Pour ce faire, le Dr Roger-Samuel Kamba a proposé la tenue des ren-

«Les bénéficiaires des soins ne sont autres que nos propres enfants, nos familles et nos communautés»

contres trimestrielles d'évaluation, pour assurer une meilleure coordination et un pilotage réactif des actions. Il n'a pas omis de rappeler aux prestataires de santé l'essence même de leur mission qui consiste à soigner avec humanité, engagement et amour. «Les bénéficiaires des soins ne sont autres que nos propres enfants, nos familles et nos communautés», a-t-il indiqué.

Revenant sur les difficultés rapportées par les établissements sanitaires, le ministre a promis de mettre en place des mesures correctives pour améliorer l'efficacité de la mise en œuvre de la gratuité de la maternité sur l'ensemble du territoire. Il a, en fin, invité les partenaires à continuer à travailler main dans la main, avec rigueur, transparence et esprit de service. À l'issue de cette séance de travail, des orientations claires ont été données afin de renforcer l'efficacité du programme, dans le respect du partenariat qui lie l'État aux formations sanitaires.

Blandine Lusimana

HAUT-KATANGA

Les députés provinciaux expriment leurs desiderata au ministre de la Santé

Le ministre de la Santé publique, de l'Hygiène et de la Prévoyance sociale, le Dr Roger-Samuel Kamba a reçu, le 19 juin à Kinshasa dans son cabinet de travail, une délégation des députés provinciaux du Haut-Katanga. Le but a été de mettre un terme aux tensions dues à la gestion sanitaire frontalière et de clarifier certaines mesures réglementaires mises en cause.

Les élus provinciaux du Haut-Katanga ont présenté au ministre de la Santé leurs desiderata en trois points essentiels. Le premier a porté sur deux arrêtés contestés dont l'un signé au niveau ministériel et l'autre à caractère interministériel qui suscitent actuellement des tensions au sein de la province, notamment auprès des transporteurs assujettis à certaines redevances. Les députés ont sollicité une relecture concertée de ces textes afin d'en atténuer les effets conflictuels.

Le deuxième point a porté sur des préoccupations relatives au fonctionnement et à la perception des services de la maison d'application du Programme national d'hygiène aux frontières (PNHF), précisément dans son interaction avec les acteurs du transport et du commerce transfrontalier. La délégation a souligné le



Le ministre Roger Samuel Kamba avec les députés provinciaux du Haut-Katanga/DR

Les élus provinciaux du Haut-Katanga ont présenté au ministre de la Santé leurs desiderata en trois points essentiels.

rôle capital du PNHF dans la prévention des maladies aux frontières face aux menaces épidémiques potentielles liées à la mobilité internationale. Elle a aussi réaffirmé l'engagement des parlementaires provinciaux

à sensibiliser, vulgariser et apaiser la situation sur le terrain, tout en appelant les services concernés à agir avec responsabilité et sans abus.

Enfin, la troisième préoccupation des élus provinciaux

du Haut-Katanga a été relatif à la gestion institutionnelle locale. En outre, le problème de passation de service entre responsables au sein du PNHF dans la province a également été abordé, avec le souhait que

cela se fasse dans le respect des normes administratives et sans susciter de tensions inutiles.

Attentif aux doléances de ses hôtes, le ministre de la Santé a exprimé sa disponibilité à les analyser et à rechercher des solutions pratiques et pragmatiques pour garantir un climat de travail apaisé, dans le respect de la légalité et de l'intérêt général.

Blandine Lusimana



TOUTE L'ACTUALITÉ DU BASSIN DU CONGO

▶ EN VIDÉO

☎ (+242) 06-929-4505

✉ info@adiac.tv

📍 84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso
Brazzaville, République du Congo

www.adiac.tv



CHAN 2024

La composition du staff technique des Diables rouges dévoilée

La Fédération congolaise de football a dévoilé, le 20 juin à Brazzaville, le staff technique des Diables rouges A' qualifiés pour la phase finale de la 8^e édition du Championnat d'Afrique des nations (Chan) prévue du 2 au 30 août au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda.

Le duo Barthélémy Ngatsono (sélectionneur) et Cédric Nanitelamio (entraîneur adjoint), tous titulaires d'une licence A Confédération africaine de football (CAF), a la lourde mission d'amener les Diables rouges le plus loin possible dans la 8^e édition du Chan. Une compétition que Ngatsono connaît bien pour avoir réussi à qualifier le Congo en quarts de finale en 2018 et 2020; étape à laquelle les Diables rouges s'étaient inclinés aux tirs au but respectivement face à la Libye et au Mali.

Narcisse Bakoua Loufouma est l'entraîneur des gardiens et Eric Moukouyou, le préparateur physique. Auguste Ndoki est le médecin de l'équipe et Emery Kévin Yembangoye le kiné. Aimé Bopiell Débé et Jean Rufin Loemba sont respectivement intendant et officier média. Les Diables rouges, logés dans le groupe D avec le Sénégal, le Nigeria et le Soudan, seront basés à Zanzibar selon le communiqué de presse publié par la



Barthélémy Ngatsono (sélectionneur des Diables rouges A)/Adiac

CAF. « Zanzibar a été retenu comme l'un des sites hôtes, une décision qui témoigne de l'engagement de la CAF en faveur de l'inclusion et du rayonnement du football africain. Le stade Amaam de Zanzi-

bar a récemment accueilli avec succès la finale de la Coupe de la Confédération CAF TotalEnergies 2024-2025, en mai dernier », a expliqué la CAF.

Par ailleurs, la CAF a fixé les règles de jeu en annonçant



Cédric Nanitelamio (entraîneur adjoint)/Adiac

que le stade Benjamin-Mkapa de Dar es Salam de Tanzanie accueillera le match d'ouverture le 2 août. Le stade Mandela de Kampala (Ouganda) est désigné pour accueillir le match de la troisième place (petite finale),

le 29 août. La finale se jouera le 30 août au stade Kasarani de Nairobi, au Kenya. Le Chan, rappelons-le, est de retour en Afrique de l'Est après l'édition 2016 organisée au Rwanda.

James Golden Eloué

MUSIQUE

Fordha B Blow annonce la sortie d' «Une note d'espoir»

Via les réseaux sociaux, l'artiste franco-congolais, Fordha B Blow, a annoncé la sortie imminente de son nouveau single intitulé «Une note d'espoir».

L'annonce a été faite la veille de la fête de la musique. Elle invite les mélomanes à réserver la version audio du nouveau titre du saxophoniste sur iTunes et Spotify avant-même sa sortie prévue le 29 juin.

Après quelques brides d'écoute des sons distillés par Fordha B Blow, hâte est la nôtre de découvrir cette œuvre, réalisée avec la collaboration de @caleb_kgd, et dont la subtilité réside dans l'alliance de l'espérance et de la foi.

L'attente est certes longue mais, de cet artiste, point de hasard, et les mélomanes demeurent dans l'attente d'écouter très bientôt, en toute confiance, conviction, assurance et croyance, ses notes musicales fondées sur l'espoir.

Vivement le 29 juin.

Marie Alfred Ngoma





LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

UN ESPACE DE VENTE
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA
LITTÉRATURE
CLASSIQUE

AFRICAINNE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL
POUR VOS MANIFESTATIONS

- Présentation des ouvrages
- Conférences-débats
- Dédicaces
- Emissions Télévisées
- Ateliers de lecture et d'écriture



HORAIRES
D'OUVERTURE

Du lundi au
vendredi **9H-17H**

Samedi **9H-13H**



Adresse : 84 Bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

JOURNÉES PORTES OUVERTES**Les incubés de la 3^e cohorte TotalEnergies Startup Center présentent leurs projets**

La journée Portes ouvertes de l'investisseur au TotalEnergies Startup Center, organisée le 17 juin, a permis au public de découvrir les six projets de la 3^e cohorte, présentés par de jeunes congolais dans des domaines aussi variés que l'agroalimentaire, l'électromécanique, le numérique ou encore l'écologie.

Présenter aux collaborateurs de TotalEnergies EP Congo et aux partenaires invités les projets actuellement en incubation et leur niveau d'avancement, susciter l'intérêt de potentiels investisseurs en préparation de la sortie officielle sont les principaux objectifs de cette activité. Elle intègre à la fois la dynamique d'engagement en faveur de la jeunesse congolaise portée par la stratégie sociétale de TotalEnergies EP Congo ainsi que la politique

gouvernementale de la République du Congo « Cette journée est bien plus qu'un simple événement de découverte. C'est une opportunité stratégique, celle d'investir dans la jeunesse congolaise et dans des projets d'avenir, portés par des talents audacieux et déterminés. Mais au-delà des idées, il y a une réalité : ces jeunes ont besoin de partenaires pour accélérer leur

croissance. Des alliés comme vous. Aujourd'hui, nous ouvrons les portes de leur univers. Et à travers elles, c'est aussi une autre porte que nous vous invitons à franchir : celle de l'investissement. Investir ici, ce n'est pas seulement placer des fonds. C'est miser sur l'intelligence, sur leur détermination, sur l'innovation made in Congo. » a déclaré Irène Kimpo, chef de division Hygiène, sécurité, sustainability et environnement à TotalEnergies EP Congo.

Ainsi, les visiteurs ont parcouru les stands où étaient exposés les projets réalisés par les jeunes, discuté avec eux en vue d'explorer les opportunités présentées par ces six initiatives solides, ingénieuses et innovantes. Ces projets sont :

- Avitech Solaire All-In-One: Producteur d'incubateurs
- Congo Plast : Collecte, recyclage et valorisation des déchets plastiques
- Lissala Congo : Fabrication et



Irene Kimpo, cheffe de division HSSE à TotalEnergies EP Congo prononçant son allocution/DR

vente de séchoirs électriques pour le séchage alimentaire

• Leges-ekelasi : Application de suivi scolaire

• Noki-Noki Services : Livraison à domicile de biens et services

• Fumoir solaire : Conservation améliorée des aliments par la méthode de fumaison

Actuellement, six projets bénéficient d'un accompagnement personnalisé comprenant des formations/coaching, une maîtrise des outils de l'entrepreneuriat (business model, business plan, étude de marché, management d'équipe, leadership, système d'information et communication digitale, financement des startups, levée de

fonds), le recours à l'expertise technique des collaborateurs de TotalEnergies via le programme Action, une aide à la structuration juridique, ainsi que la recherche de partenaires (Agence française de développement, ministère des PME, réseau d'incubateurs locaux et internationaux).

Il est important de souligner que depuis 2019, le TotalEnergies Startup Center est devenu un véritable incubateur de talents, d'innovation et de solutions concrètes pour le pays. Depuis, plusieurs jeunes entrepreneurs congolais ont été accompagnés dans leur parcours.



Un jeune incubé présentant son projet au public/DR

ARMÉE DU SALUT

Territoire du Congo (Brazzaville)
B. P. 20 - Rue de Reims Brazzaville
Tél. : 00242069725201
E-mail : armeedusalut.cg@con.salvationarmy.org

Réf. : 0375 /0815 /ADS/QGT/EB/Bbrj
Bureau du Secrétaire du Personnel
Bureau des Ressources Humaines

Fondateur : William BOOTH
Général : Lyndon BUCKINGHAM
Chef de Territoire : Jean Laurore CLENAT

**POUR LE RECRUTEMENT D'UN COORDONNATEUR CHARGÉ DU PROJET D'ÉDUCATION**

L'Armée du Salut, recrute un(e) coordonnateur(trice) du projet d'éducation dans le cadre du renforcement de capacités sur l'alphabétisation et de l'accompagnement dans des initiatives de lutte contre les inégalités.

Le projet d'éducation est mis en œuvre dans le département du Pool. Son animation est confiée au département des projets de l'Armée du Salut, ses locaux à Brazzaville sont basés au Quartier Général Territorial, rue de Reims Centre-ville (vers l'hôtel Michael).

Les missions :

- Superviser la gestion et la mise en œuvre du projet d'éducation de l'Armée du Salut, proposer et mettre en place un plan de travail,
- Réforme de la coordination de l'éducation,
- Renforcement de capacité opérationnelle,
- Renforcement des compétences techniques des agents.

Compétences et expérience requises :

- Au moins une licence en développement communautaire, en éducation ou dans un domaine connexe,
- Au moins 5 ans d'expérience à un poste de direction impliquant la gestion de projets de développement communautaire, de préférence au sein d'une ONG ou d'une organisation communautaire,
- Expérience de la gestion des projets de développement, y compris d'initiative dans le domaine de l'éducation,
- Solide expérience de la mobilisation communautaire et de l'utilisation de techniques participatives,
- Solide compétence en gestion financière,

- Excellentes compétences informatiques, y compris Excel,
- Compétences avancées en matière de leadership, d'organisation, de planification, de constitution d'équipes et de résolution de problèmes.
- Maîtrise de l'anglais à l'écrit et à l'oral.

Conditions :

Lieu de travail : (Brazzaville) MBANZA-NDOUNGA (Pool 3, Div)
Type de contrat : CDD
Statut : plein temps

Composition et dépôt du dossier :

La candidature comprendra impérativement :

- La lettre de motivation,
- Le CV (maximum 2 pages) incluant trois références,
- La copie de diplôme le plus pertinent.

« Candidature à envoyer au Chef de Territoire de l'Armée du Salut, Quartier Général Territorial avant le 25 juin 2025. »

Fait à Brazzaville le 3 juin 2025

Célestin AYABAGABO
Lieutenant-Colonel

Secrétaire en Che

ÉLECTION À LA BAD

La Mauritanie remercie le Congo

Porteuse du message de remerciement du président mauritanien, la ministre Coumba Bâ a été reçue en audience par le président Denis Sassou N'Guesso, le 20 juin à Brazzaville.

« J'étais porteuse du message du président de la République de Mauritanie qui m'a chargée de transmettre ses remerciements à son frère et ami, le président Denis Sassou N'Guesso, pour avoir soutenu l'ancien ministre mauritanien de l'Économie, Sidi Ould Tah, lors de son élection au poste de président de la Banque africaine de développement, le 29 mai dernier », a fait savoir Coumba Bâ.

Le renforcement de la coopération entre les deux pays dans divers secteurs, notamment sur les questions africaines, a été au menu de cette audience.

Sur la candidature du Congo au poste de direction générale de l'Unesco, la Mauritanie est disposée à apporter son appui. « Si la Mauritanie peut jouer un rôle plus qu'un simple soutien, elle le fera pour le Congo », a indiqué l'envoyée spéciale du président mauritanien.

Les Dépêches de Brazzaville



La ministre mauritanienne reçue par le président Denis Sassou N'Guesso/DR

COOPÉRATION CULTURELLE

Le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza bientôt lié aux musées namubiens

L'annonce de ce futur partenariat a été faite à la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, Bélanda Ayessa, par l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Congo en République de Namibie, Mme Lauria Nguelet. Une unième occasion pour Bélanda Ayessa de mieux faire connaître l'institution qu'elle dirige en Namibie et de faire valoriser la culture congolaise.

De plus en plus, le mémorial Pierre Savorgnan-de-Brazza ne cesse de susciter la curiosité des partenaires étrangers. Le dernier en date c'est le musée de l'indépendance de la Namibie qui entend coopérer avec l'institution muséale que dirige Bélanda Ayessa. En séjour à Brazzaville, l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Congo en République de Namibie, Lauria Nguelet, en étroite collaboration avec l'ambassadeur de la République de la Namibie en République du Congo, Cletius Sipapela, est allée remettre en mains propres l'invitation du musée de l'indépendance de la Namibie à Bélanda Ayessa. Pour tout dire, cette invitation ouvre la voie à une future collaboration culturelle entre le mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza et les musées namubiens, et permettra à Bélanda Ayessa de mieux faire connaître l'institution muséale qu'elle dirige en Namibie ainsi que de faire valoriser la culture



Bélanda Ayessa et Lauria Nguelet visitant les statuettes dans la salle d'exposition du deuxième module du mémorial/DR

congolaise. L'ambassadeur du Congo en Namibie, qui connaît bien les enjeux culturels de la Namibie, a souligné l'importance de cette future collaboration. « En Namibie, il y a le musée de l'indépendance. J'ai eu une séance de travail avec eux avant de me rendre ici à Brazzaville. Ils ont souhaité avoir

un accord de partage d'expérience avec Mme Bélanda Ayessa qui représente le mémorial en sa qualité de directrice générale. Donc ils sont impatients parce que ce sont des historiens, des techniciens, des experts et ils aimeraient comprendre l'histoire de ce mémorial. C'est une manière de faire voya-

ger notre culture, de l'amène au niveau de la Namibie pour la découvrir, parce qu'il faut dire que les namubiens ne la connaissent pas bien, hormis Loudima qu'ils connaissent; et « Le Protocole de Brazzaville » qui leur a permis d'accéder à l'indépendance. Et naturellement, ça sera une occasion », a déclaré la di-

plomate congolaise, Lauria Nguelet.

L'occasion était également pour Bélanda Ayessa de présenter à son hôte de marque, l'ambassadeur de la République du Congo en République de Namibie, à l'issue d'une visite guidée, les statuettes des traditions téké, kongo ainsi que celles du peuple Akoua, placées harmonieusement dans la salle d'exposition du deuxième module du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza. D'ailleurs concernant ces œuvres d'art de la République du Congo, Bélanda Ayessa envisage de les exposer en Namibie lors de sa visite tant attendue par les partenaires namubiens. Notons que le musée de l'indépendance (independence memorial museum) de Windhoek est un musée dédié à l'histoire de la lutte pour l'indépendance de la Namibie. Il retrace le passé colonial du pays, le mouvement de résistance et la marche vers l'indépendance.

Bruno Zéphirin Okokana